

Un nouveau centre d'accueil pour drogués

La Province a visité un centre ultramoderne à Genève et espère en accueillir un à Liège

par
Gaspard Grosjean
ENVOYÉ SPÉCIAL
À GENÈVE

La Cité ardente était pionnière dans la lutte contre la toxicomanie avec le projet Tadam. Projet qui n'a pas été prolongé au-delà de l'expérience-pilote. Liège veut la reprendre, ce n'est pas un secret, en y ajoutant même deux volets : une salle de consommation et un centre sociosanitaire. Une délégation de la Province s'est rendue à Genève, au Quai 9, un exemple dans le domaine.

Genève. Non loin de la gare, un bâtiment d'un vert flash capte le regard. C'est le « Quai 9 », un centre d'accueil pour toxicomanes qui comprend – entre autres – une salle de consommation de drogue. À l'intérieur, six places pour les injections, quatre pour les fumeurs, quatre pour les « sniffeurs ». Ici, les personnes dépendantes viennent sans crainte. Anonymat garanti, aucune exclusion, aucun contrôle. Deux critères importants : être consommateur de drogue et être majeur. « Nous voulons être visibles, détaille la directrice du « Quai 9 », Martine Baudin. Nous avons un bâtiment vert, situé au centre d'un grand carrefour. Nous sommes près de la gare car c'est là que sont les consommateurs. » Le canton finance totalement le centre, à hauteur de 2,5 millions d'euros par an. Cher ? Tel

est le prix pour stabiliser les personnes dépendantes à la drogue, leur rendre un semblant de dignité, espérer leur faire entamer le début d'un processus de réinsertion.

Cette grande idée de salle de consommation est chère à Liège. La Ville et la Province ont d'ailleurs tenu un collège commun. Tous espèrent que les deux propositions de loi du député-bourgmestre Willy Demeyer – reprise du projet Tadam et salle de consommation – aboutissent. Les chances sont très faibles. Dès lors, les autorités misent sur un centre sociosanitaire. Comme l'explique la députée provinciale en charge de la Santé, Katty Firquet, « *les personnes défavorisées et/ou les toxicomanes pourraient recevoir des soins, prendre une douche... Il y aurait aussi de la distribution contrôlée de méthadone pour les consommateurs, de la fourniture de matériel stérilisé, etc. Et si les deux projets de Willy Demeyer devaient aboutir, ils pourraient y être intégrés* »

D'où cette visite à Genève, où le Quai 9 est une référence dans le domaine. Là-bas se tient également un pôle de réinsertion sociale, où l'on tente que les toxicomanes participent à des ateliers, des stages, pour se reprendre en main. Genève possède aussi son « Tadam ». À la grande différence de ce qui fut pratiqué en Cité

ardente, le but recherché n'est pas le sevrage. Tous les spécialistes helvétiques rencontrés sur place sont unanimes : c'est impossible. L'idée de traite-

**KATTY FIRQUET :
« NOUS AURONS
UN CENTRE SOCIO-
SANITAIRE A LIEGE »**

ment assisté (héroïne ou méthadone) et des salles d'injection est de permettre aux personnes de sortir du circuit clandestin. Et les résultats sont là : moins de drogue circule, les transmissions du VIH sont en chute libre. Tout comme la criminalité liée aux stupéfiants, qui est en forte baisse. Sans parler des problèmes sanitaires, que l'on réduit drastiquement.

Genève a 30 ans d'avance sur nous dans le domaine, c'est un fait incontestable. Une question de choix politique. Même si les élus liégeois des différents groupes semblent, eux, résolument en faveur de ces procédés. « Je suis convaincu par ce côté social, en avance sur nous, dans le respect des personnes, sans jugement », détaille Joseph Spitz au nom du cdH. Marc Hody, pour Écolo, renchérit : « On croit que pour sauver une personne, on doit la sevrer. Or, ce n'est pas ça le but. Le but, c'est de les stabiliser, de leur rendre une dignité. » ■

KATTY FIRQUET – DÉPUTÉE PROVINCIALE (SANTÉ)

Rassembler des services aux défavorisés et aux toxicomanes

> Quel est l'objectif premier de cette visite? Est-ce une de plus pour s'inspirer, ou y a-t-il du concret là-dedans ?

Nous avons, à la Ville de Liège et la Province, un projet : venir en aide aux personnes précarisées et aux toxicomanes. Nous avons rencontré quasi toutes les associations actives à Liège dans le domaine. Notre objectif est de rassembler sur un même site toutes les associations qui existent, et de venir en complément. Le tout dans un seul et même bâtiment.

> Pour y faire quoi ?

Offrir les premiers soins médicaux, permettre de prendre une douche, d'aller aux toilettes, de laver son linge, d'avoir une consigne sécurisée pour y mettre ses quelques affaires...

Pour le moment, l'association « La Fontaine » est débordée et les personnes ne peuvent prendre une douche que tous les dix jours ! Pour les toxicomanes, il y aurait la distribution de méthadone, l'échange de seringue... Et si l'expérience Tadam et la salle de consommation devaient être autorisées, les intégrer à ce lieu. On aurait toutes les alternatives possibles que la société peut apporter aux personnes en difficulté.

> Réaliste ou doux rêve ?

Le défi, et là aussi nous sommes en phase, c'est de concrétiser ce centre sociosanitaire sous cette mandature, soit d'ici 2018, en mettant ce lieu-là où les personnes précarisées et/ou toxicomanes sont. C'est-à-dire dans le centre. Nous allons donc avancer sur

ce point. Pour Tadam et la salle d'injection, nous sommes dépendants du niveau fédéral. Mais si ces deux points devaient voir le jour, il faut pouvoir les greffer au centre directement.

> D'où cette visite de terrain à Genève ?

C'était nécessaire pour conceptualiser les choses, pour avoir une vision du fonctionnement réel d'une salle de consommation, mesurer les difficultés qu'ils ont eues pour s'implanter dans un quartier. Ici, leur expertise est reconnue internationalement. C'est notamment là qu'on constate que le lieu est essentiel : ici, c'est net, beau. Il y a du respect envers les gens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GASPARD GROSJEAN
21565700